



**PRÉFET  
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Secrétariat général  
Direction de la coordination  
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté DCPAT - 2025 - n° 957 portant mise en demeure  
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**société de M. AUBRON Armand  
située à Gesté, commune déléguée de BEAUPREAU-EN MAUGES-(49600)  
Installation d'élevage de volailles de chair**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,  
Chevalier des Palmes Académiques,**

**Vu** l'article L.181-14 du Code de l'environnement ;

**Vu** le décret du Président de la République du 06 septembre 2023 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN en qualité de préfet de Maine-et-Loire ;

**Vu** le décret du Président de la République du 25 août 2023 portant nomination de Monsieur Emmanuel LE ROY, administrateur de l'État du deuxième grade, en qualité de secrétaire général de la préfecture de Maine-et-Loire (groupe II) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral DRAJ/MICCSE n°2025-36 du 22 août 2025 portant délégation de signature à Monsieur Emmanuel LE ROY, secrétaire général de la préfecture ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 modifié, relatif au programme d'actions national à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques n° 2101 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 123 du 26 avril 2024 établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2015 autorisant M. AUBRON Armand à exploiter au lieu-dit "La Doltière" - GESTÉ - 49600 BEAUPREAU EN MAUGES un élevage de volailles de 121 000 animaux-équivalents ;

**Vu** le rapport d'inspection n° 2024\_03\_27 en date du 19 avril 2024 de l'inspecteur de l'environnement de la direction départementale de la protection des populations ;

**Vu** le courrier de rappel réglementaire adressé par la Préfecture le 21 mars 2025 à M. AUBRON Armand donnant un avis défavorable à la demande déposée le 18 février 2025, en l'absence de régularisation des non-conformités constatées lors de l'inspection du 27 mars 2024 ;

**Vu** le courrier de transmission du projet de mise en demeure du 23 septembre 2025 à M. AUBRON, au regard de l'absence de retour à la conformité des points relevés dans le rapport d'inspection n° 2024\_03\_27 en date du 19 avril 2024, courrier qui précise d'un délai de 15 jours lui est laissé pour faire part de ses observations ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant à la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant** que la situation de l'exploitation de M. AUBRON Armand est implantée en zone vulnérable (ZV) ;

**Considérant** que le contrôle réalisé le 27 mars 2024 en présence de l'exploitant a mis en évidence :

- Une défense interne contre l'incendie insuffisante, l'absence de consigne de sécurité et de plan de prévention des accidents et pollutions.
- L'absence de contrôle des installations électriques, et des justificatifs de contrôle de la chaudière à gaz.
- L'absence de mise sur rétention des hydrocarbures et produits dangereux ;
- L'absence de plan de l'installation localisant les zones à risques ;
- l'absence de compteur volumétrique sur le forage ainsi qu'une protection de la tête de forage insuffisante ;
- La non-notification des modifications notables apportées à l'installation, conformément à l'article R.181-46 du Code de l'Environnement, le plan d'épandage des effluents de l'élevage ayant évolué, avec la reprise de nouvelles surfaces et la séparation des terres en deux entités juridiques, ainsi que l'arrêt des exportations chez un repreneur ;
- L'absence de plan prévisionnel de fertilisation ;
- Le non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2015 susvisé, en matière de mise en œuvre du process de compostage ;
- La non-réalisation des analyses de compost ;
- L'absence de registre de traçabilité des composts, ne permettant pas de justifier de l'exportation d'une partie des composts.

**Considérant** que ces anomalies sont de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement ;

Considérant que l'article L.171-8 du Code de l'Environnement prévoit qu'en cas d'inobservation des prescriptions applicables aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine et que le délai fixé est suffisant pour :

- respecter les règles de défense contre incendie, réaliser le contrôle des installations électriques, mettre sur rétention les substances chimiques le nécessitant et mettre en place un registre des risques avec un plan localisant les zones à risques ;
- déposer un porter à connaissance en préfecture avec notamment la mise à jour du plan d'épandage, afin de justifier de l'équilibre de la fertilisation sur le parcellaire agricole ;
- détenir un plan prévisionnel de fertilisation.
- mettre en place la protection de la tête de forage ainsi que le compteur volumétrique afin de mettre en place l'enregistrement des relevés mensuels de consommation ;
- respecter le process de compostage, réaliser les analyses obligatoires de compost, enregistrer les pratiques et la traçabilité du compost ;

**Considérant** l'absence de réponse au courrier de rappel du 21 mars 2025 réglementaire dans le délai de 15 jours.

Considérant l'absence d'observations de la part de l'exploitant suite au courrier

**Sur** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture ;

## ARRÊTE

### **Article 1er**

M. AUBRON Armand – 417, « La Doltière », à Gesté, commune déléguée de BEAUPREAU-EN-MAUGES (49600), exploitant une installation d'élevage de volailles situé à la même adresse, est mis en demeure, à compter de la réception du présent arrêté, de respecter dans un délai de 3 mois :

- L'article L.181-14 du Code de l'Environnement qui prévoit que tout changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être porté avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation et en particulier un document de mise à jour du plan d'épandage, de la gestion des effluents produits et du respect de l'équilibre de la fertilisation.

- L'article 8 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 qui prévoit que l'exploitant recense les lieu et quantité de matières combustibles, les matières dangereuses susceptible d'être stockées sur l'exploitation, ainsi que les bâtiments recouverts de panneaux photovoltaïques, ainsi que ceux munis de toitures fibrociments d'amiante. L'ensemble de ces informations est reporté sur un plan de l'installation.

- L'article 13 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 qui prévoit que l'installation dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques.

- L'article 14 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 qui prévoit que les installations électriques sont conçues et construites conformément aux règlements et aux normes applicables. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection de l'environnement, spécialité installations classées, les éléments justifiant que les installations électriques (gaz, chauffage, fioul) sont entretenues en bon état et vérifiées par professionnel tous les 5 ans ou tous les ans si l'exploitant emploie des salariées, ou des stagiaires.

- L'article 15 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 qui prévoit que tout stockage en réservoir de produits inflammables, ainsi que d'autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, est associée à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ou 50 % de la capacité globale des réservoirs associées.

- Les articles 18 et 19 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 qui prévoit que les installations de prélèvement d'eau sont munis d'un dispositif de mesure totalisateur. Ce dispositif est relevé hebdomadairement si le débit prélevé est susceptible de dépasser 100 m<sup>3</sup> par jour, mensuellement si ce débit est inférieur. Toute réalisation ou cessation d'utilisation de forage est conforme aux dispositions du Code minier et de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003, qui fixe notamment les conditions de protection de la tête de forage.

- L'article 16 de l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 qui prévoit que dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des [articles R. 211-80 à R. 211-83 du code de l'environnement](#) sont applicables. Par conséquent, l'installation doit respecter le point IV de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 19 décembre 2011 susvisé, à savoir qu'un plan prévisionnel de fumure doit être établi pour chaque îlot cultural exploité en zone vulnérable.

- L'article 3-7°,16° de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2015 qui prévoit les conditions de réalisation du procédé de compostage : prise de température, un minimum de 2 retournements de l'andain.

- L'article 3-9° de l'arrêté préfectoral du 5 octobre 2015 qui prévoit l'utilisation et la mise sur le marché du compost : traçabilité du compost, les résultats d'analyses.

### **Article 2 - Publicité**

En vue de l'information des tiers :

une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de BEAUPREAU-EN-MAUGES pour y être consulté.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de BEAUPREAU-EN-MAUGES pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé par les soins du maire.

Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, les mesures de police administrative prévues à l'article L. 171-7 et au I de l'article L. 171-8 sont publiées sur le site internet des services de l'État dans le département pendant une durée minimale de deux mois.

### **Article 3 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article L. 221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée. La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 4 – Exécution – Ampliation**

Le Secrétaire Général de la Préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-Préfet de Cholet, la Colonelle Commandant le Groupement de Gendarmerie de Maine-et-Loire, le Directeur Départemental de la Protection des Populations (DDPP), le Maire de la commune de BEAUPREAU-EN-MAUGES, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera notifiée à la société M. Armand AUBRON, sise 417, « La Doltièrre », à Gesté, commune déléguée de BEAUPREAU-EN-MAUGES (49600) par courrier recommandé.

Fait à ANGERS, le

**28 OCT. 2025**

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,

Emmanuel LE ROY